



Déclaration liminaire de la FSU

CSA départemental

22 juin 2026

Monsieur le DASEN,

Avant d'aborder les points à l'ordre du jour, la FSU regrette une nouvelle fois l'absence d'anticipation du Ministère face aux vagues de chaleur : on ne peut continuer à s'interroger, à quelques jours des examens, sur le report d'épreuves ou l'aménagement des horaires. Protéger la santé des personnels et des élèves est prioritaire et suppose un véritable plan d'investissement sur le bâti scolaire : végétalisation, isolation, réduction de la consommation énergétique, ainsi qu'une réflexion sur les conséquences de la sectorisation sur les transports scolaires.

Concernant la rentrée 2026, le constat est sans appel : le second degré du Territoire de Belfort bascule dans une crise ouverte. Ce sont les documents de l'administration elle-même qui le disent : moyens insuffisants, effectifs pléthoriques, conditions de travail qui se dégradent. Cette situation est la conséquence directe d'une politique nationale d'austérité — suppressions de postes, recrutements en berne, recours croissant aux contractuels — appliquée méthodiquement à l'École. La « baisse démographique », quand elle existe, est instrumentalisée pour supprimer des postes au lieu de réduire les effectifs par classe. Le Ministère fait preuve d'une constance certaine : que les effectifs montent ou baissent, les postes, eux, disparaissent toujours.

Les résultats AFFELNET du 6 juin révèlent un écart de 78 élèves entre prévisions de janvier et affectations réelles — un chiffre qui interroge sérieusement une méthode présentée comme « globalement fiable ». L'explication d'un « possible retour du privé vers le public » n'est étayée par aucune donnée vérifiable. Si les effectifs du privé sont finalement inférieurs aux prévisions, leurs dotations seront-elles transférées vers le public ? L'équité reste-t-elle une boussole pour ce Ministère ? L'opacité sur les conséquences concrètes — classes surchargées dès la 6e dans des établissements déjà fragilisés socialement — est pédagogiquement intenable et constitue un manquement à l'obligation de l'État de garantir la même qualité d'enseignement pour tous.

Autre sujet de préoccupation, les BMP, au nombre de 35, en augmentation depuis mars, représentent désormais plus de 240 heures. C'est un indicateur d'un système qui ne tient plus : les postes statutaires font défaut et l'on colmate les brèches avec des solutions précaires. A cela s'ajoutent 9 postes à temps complet qui restent vacants à l'issue du mouvement, allongeant la liste des BMP ou des postes berceaux de stagiaires, postes théoriques compte-tenu des difficultés de recrutement. Assurer ces heures se fera au détriment de la santé des personnels et de la qualité du service public d'éducation : compléments de service, parfois pour un très faible volume horaire, personnels TZR en

nombre insuffisant, parfois baladé·es d'un établissement à l'autre, personnels contractuels recrutés à la va-vite, sans formation solide, et pour celles et ceux déjà en place, peu de garantie de stabilité. Il y a fort à parier que, dès la rentrée, des élèves se retrouveront sans enseignant·es dans certains établissements, et au cours de l'année, sans solution de remplacement.

A cela s'ajoutent des conditions de travail qui se dégradent continuellement : risques psychosociaux en hausse, manque de moyens pour l'inclusion, préparation de rentrée sous tension permanente avec des ajustements toujours tardifs, affectation de stagiaires entrant dans le métier dans des établissements fragiles. Ces signaux sont connus de l'administration. Ils sont documentés. Ils alertent une institution qui, manifestement, choisit de ne pas les entendre.

La FSU exprime également son scepticisme sur la gestion des postes de FLE : 3 postes à temps plein restent en BMP alors que les besoins sont identifiés et récurrents depuis des années. Pourquoi ne sont-ils pas injectés au mouvement intra-académique ? S'agit-il d'un choix budgétaire de précariser délibérément cet enseignement ? L'absence de créations de postes titulaires, année après année, n'est pas un problème de gestion : c'est un choix politique, dont les conséquences se mesurent en trajectoires d'élèves compromises — souvent des enfants issus de parcours migratoires difficiles pour qui la stabilité pédagogique est une condition d'intégration.

La même logique s'applique à l'école inclusive. Les politiques ministérielles en matière d'inclusion scolaire sont déconnectées des réalités du terrain : elles reposent sur une mutualisation croissante des moyens sans répondre aux besoins réels des élèves en situation de handicap, ni garantir des conditions de travail dignes aux personnels qui les accompagnent. La FSU rappelle l'appel à la mobilisation qui a eu lieu le 9 juin pour exiger la création d'un véritable corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH et les moyens nécessaires à une école inclusive de qualité. Ces revendications restent entières.

Le groupe de travail préparatoire n'a apporté aucune garantie sur des mesures d'urgence, tout restant suspendu à une hypothétique réponse du rectorat, lui-même contraint par l'austérité ministérielle. La mécanique est connue : le ministère impose l'austérité, le rectorat l'applique, la DSDEN gère la pénurie, les établissements s'épuisent — et ce sont les élèves et les personnels qui paient l'addition.

La FSU refuse cette logique. L'École publique mérite mieux que la pénurie organisée. Les élèves de ce département, tous les élèves, méritent des enseignant·es titulaires, stables, formé·es, présent·es dès le premier jour. Les personnels méritent des conditions de travail dignes. La FSU continuera de l'exiger, sans relâche et sans complaisance.